

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 15 F (150 FB)  
6 mois : 8 F (80 FB)  
pli fermé : 27 F et 14 F  
« programme communiste »  
1 an : 15 F (150 FB)

12<sup>e</sup> ANNEE - N° 173  
LE NUMERO : 1 F  
20 mai au 2 juin 1974

APRÈS LES ÉLECTIONS, COMME EN TOUTE SITUATION

## L'émancipation de la classe ouvrière exige la lutte sans merci contre tous les partis qui prêchent la « sérénité » et la « paix sociale »

Les partis « de gauche » ont subi une défaite électorale, mais pas la classe ouvrière. Bien sûr, ces partis qui se vantent « de proposer pour la première fois en France un projet complet de société qui s'ordonne autour de l'homme et de son libre arbitre », qui ont appelé le prolétariat à « saisir la chance historique » de l'élection présidentielle pour « enclencher un processus révolutionnaire irréversible », qui ont eu le front de présenter cette misérable farce électorale comme le deuxième « assaut au ciel » du prolétariat

Mais la défaite électorale des partis de gauche n'est pas celle de la classe ouvrière pour la bonne raison que si l'Union de la Gauche, par l'intermédiaire du PCF, a une large audience dans la classe ouvrière, les partis qui la composent ne peuvent prétendre représenter ni les intérêts de sa lutte quotidienne, ni les intérêts de sa lutte historique contre le capitalisme.

Bien qu'ayant une lointaine origine socialiste et révolutionnaire, ces partis sont au contraire devenus, sous le poids de facteurs matériels objectifs, l'expression politique de couches particulières du prolétariat — l'aristocratie ouvrière — et des couches inter-

médiaires et petites bourgeoises; ce phénomène n'est d'ailleurs pas spécifiquement français, mais international, et lié, comme le marxisme l'a démontré, à la phase impérialiste du capitalisme.

Le programme de ces partis opportunistes (dont le « programme commun » est une variété) n'est pas d'abattre l'impérialisme, fauteur de guerres coloniales et de carnages mondiaux, et responsable d'une oppression toujours grandissante, puisque les couches dont il est l'expression lient leurs intérêts à la « présence de la France dans le monde ». Leur programme consiste dans une mythique « autre politique » de l'impérialisme, qu'ils rêvent moins agressif et plus pacifique.

Le programme de ces partis n'est pas de supprimer la division de la société en classes, mais de surmonter la lutte des classes, dont le déchaînement ren-

de ce pays après la Commune de Paris, ces partis n'hésitent pas à présenter leur échec électorale comme une « victoire » dont la leçon est qu'il faudrait préparer dès aujourd'hui les prochaines élections de 1978 avec plus de rage encore que celles-ci. Selon eux, cette « victoire » constituerait un jalon sur la route tranquille et pacifique de l'évolution graduelle menant au socialisme, comme si l'émancipation du prolétariat pouvait dépendre des règles de renouvellement du personnel politique de la bourgeoisie.

draît impossible la vie des couches qu'ils représentent; pour cela, ils proposent une politique

### DANS CE NUMERO :

— Immigration et xénophobie : un exemple, la Suisse.

qu'ils voudraient moins provocante, moins cynique vis-à-vis des travailleurs, une politique qui selon eux devrait mieux redistribuer les richesses produites. De même qu'ils rêvent de soustraire l'Etat à la « malfai-

(suite page 4)

## Farce portugaise et tragédie africaine

Un sixième de la superficie de la France, 8 millions environ d'habitants, une population active de 3 millions, 2 millions d'ouvriers qui ont émigré pour ne pas mourir de faim, une agriculture favorisée par de bonnes conditions naturelles mais arriérée par manque d'équipement, une industrie rachitique et concentrée essentiellement à Lisbonne, une économie aux mains de 8 grands groupes financiers, un revenu moyen — le plus bas d'Europe — oscillant autour de 3.200 F par habitant (moitié moins que le revenu moyen en Espagne, ce qui est tout dire), une augmentation des prix qui a atteint 21 % l'an dernier, tel est, en quelques mots, le Portugal qui vient de sortir de 48 ans de dictature. Une dictature bornée, corporative et conservatrice plutôt que fasciste au sens strict, sans cette pointe de « management » des technocrates espagnols d'une part, et sans, d'autre part, la résistance ouvrière clandestine tenace et infatigable, qui, en dépit de l'effroyable saignée de la guerre civile, n'a jamais cessé de troubler le sommeil de Franco. Mais, derrière cette Cendrillon de l'Europe « civilisée » (que — ironie de l'histoire — l'Angleterre ultra-démocratique et super-industrialisée a toujours considérée comme sa petite protégée), il y a un immense empire colonial, le seul qui subsiste après les événements du second après-guerre. L'énorme Angola avec ses 1,25 million de km<sup>2</sup> et 6 millions d'habitants dont 400.000 Portugais au maximum, le vaste Mozambique avec 780.000 km<sup>2</sup> et 7 millions d'habitants dont 100.000 Portugais à peine, la petite Guinée-Bissau avec 36.000 km<sup>2</sup> et 600.000 habitants, plus quelques îles et territoires mineurs, un empire riche en ressources agricoles (café, cacao, coton, canne à sucre, arachides) et minérales (phosphates, cuivre, zinc, uranium, bauxite, nickel, diamants, or), où s'engraissent de grandes compagnies multinationales, et où triment, pour un salaire de misère, les indigènes pressés comme des citrons et traités comme des bêtes de somme, au son d'hymnes sacrés et de versets de la Bible (sic); bref, le paradis des tondeurs de coupons du monde entier ou presque, et du gratin de la « high society » se devant au soleil bien mérité de ce pays béni, enfer des plèbes exploitées et misérables.

Que s'est-il passé le 25 avril pour troubler les rêves placides des lusitaniens et remplir d'enthousiasme une démocratie internationale réduite, dans son impuissance sénile, à confier les flammèches du

réveil à des généraux et des colonels, de préférence anciens franquistes, anciens hitlériens, et anciens massacrés de malheureux Noirs, touchés tout d'un coup par (suite page 4)

### A NOS LECTEURS

En raison de la hausse des coûts de fabrication, le prix de vente du « Prolétaire » passe à 1 F à compter de ce numéro.

## Les larbins de la « grandeur »

Au moment où la bourgeoisie française congédie la clique qui lui permettait de cacher son irrémédiable déclin et ses bassesses vis-à-vis de l'Amérique sous les plis tricolores de la grandeur, et ceci afin de se vendre sans réserve à sa « protectrice », il nous est permis d'assister au lamentable spectacle d'un PCF faisant la chasse aux gaullistes.

« Entre les communistes et les gaullistes, a déclaré entre autres Marchais, il y a des choses qui ne sont pas liées à des circonstances électorales mais qui sont autrement plus profondes. Il s'agit de l'attachement à la nation et à sa grandeur, de l'aspiration à voir notre peuple rassemblé pour faire une société plus juste, plus fraternelle, au progrès de laquelle participent réellement tous les Français » (l'Humanité du 3-5-74).

Mais il serait faux de voir dans cette campagne où les témoins du « socialisme aux cou-

leurs de la France » rivalisent en trémolos, un simple souci tactique qui serait en contradiction avec les principes qui animent l'action de l'opportunisme. En vérité la convergence entre le PCF et le gaullisme n'est pas superficielle mais profonde; elle n'est pas accidentelle mais historique, et les faux communistes d'aujourd'hui n'ont pas tort lorsqu'ils disent qu'ils ont en commun avec les gaullistes la Résistance, la reconstruction, la lutte contre la C.E.D., la « décolonisation » et les réactions à la politique américaine.

Si, en effet, le gaullisme est au fond un mouvement chauvin, le « communisme français » est depuis longtemps l'expression d'une aristocratie ouvrière qui a lié son sort à l'impérialisme français.

Quoi de plus naturel dans ces conditions que les larbins de la grandeur tirent les basques des mercenaires de cette grandeur!

En 1915, contre les champions de l'époque de la « réconciliation » des travailleurs avec les partis ouvriers bourgeois qui venaient de sombrer dans l'appui à la guerre impérialiste, et en particulier contre Kautsky, Lénine écrivait : « Tous les marxistes, aussi bien en Allemagne qu'en France et ailleurs, ont toujours démontré que l'opportunisme est une manifestation de l'influence exercée par la bourgeoisie sur le prolétariat, qu'il est une politique ouvrière bourgeoise, qu'il constitue l'alliance d'une poignée d'éléments proches du prolétariat avec la bourgeoisie. Et, après avoir mûri pendant des dizaines d'années dans les conditions du capitalisme « pacifique », l'opportunisme est venu à maturité en 1914-15, au point de s'allier ouvertement à la bourgeoisie. L'unité avec l'opportunisme, c'est l'unité du prolétariat avec la bourgeoisie nationale, c'est-à-dire la subordination à cette dernière et la scission de la classe ouvrière révolutionnaire internationale » (L'opportunisme et la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale, Œuvres, t. 21, p. 461).

L'opportunisme est indissolublement lié à la bourgeoisie, à l'impérialisme, parce qu'il a sa racine objective dans « une partie de la petite-bourgeoisie et de certaines

couches de la classe ouvrière, soudeuse avec les fonds des surprofits des impérialistes et converties en chiens de garde du capitalisme, en corrupteurs du mouvement ouvrier » (L'impérialisme et la scission du socialisme, Œuvres, t. 23, p. 121). Et ce n'est pas d'hier, mais en 1914, que l'opportunisme a définitivement été « démasqué », lorsque la politique de collaboration de classe de la social-démocratie a débouché sur le social-chauvinisme, avant de se traduire, immédiatement après la guerre, par l'attaque armée contre la révolution russe et, là où la social-démocratie était au pouvoir, par la répression la plus impitoyable contre les communistes et les masses insurgées. Ce n'est pas d'hier, mais en 1914, qu'a été jugée à l'œuvre et condamnée la politique social-chauvine et la nature opportuniste, ne disons pas du PS, mais du PCF et de ses homologues internationaux, qui en sont aujourd'hui les dignes héritiers, tout comme le centrisme de ceux qui, tout en le « critiquant », prêchent l'« unité » avec l'opportunisme.

C'est dans la lignée de la longue lutte menée par la gauche marxiste au sein de la II<sup>e</sup> Internationale contre l'opportunisme et, depuis 1914, pour la scission d'avec la

## Les organisations trotskystes et les partis ouvriers bourgeois

Si le rôle essentiel des partis opportunistes au cours de la campagne électorale aura été de revaloriser la démocratie, celui des courants trotskystes entrés en campagne pour le « vote de classe » aura été de revaloriser l'opportunisme, en accréditant la

possibilité de faire, comme dit Rouge, « une partie du chemin avec » lui et en évitant soigneusement (tout en se donnant l'air de le critiquer) de rien faire qui puisse gêner son action et contrecarrer son influence.

social-démocratie de droite comme du centre, qu'a été constituée l'Internationale Communiste, dont le président, Zinoviev, inaugurerait le deuxième Congrès en disant : « La lutte entre nous et la Deuxième Internationale n'est pas une lutte entre deux fractions d'un seul mouvement révolutionnaire prolétarien, elle n'est pas une lutte entre des nuances, entre des courants au sein d'un même camp de classe : elle est une lutte entre les classes ».

Il ne s'agit pas de confondre opportunisme et bourgeoisie, ni de faire passer la lutte contre la social-démocratie avant la lutte contre ses maîtres impérialistes, mais de comprendre la fonction propre de l'opportunisme et d'en tirer les conséquences, à savoir que la lutte contre l'Etat bourgeois n'est qu'un vain mot si elle ne se traduit pas également par une lutte implacable contre ses défenseurs au sein de la classe ouvrière. Comme le disait Lénine au même deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, montrant les obstacles politiques à abattre au sein de la classe ouvrière pour la constitution d'un véritable parti communiste mondial : « L'opportunisme des couches supérieures de

(suite page 2)

# Les organisations trotskystes et les partis ouvriers bourgeois

(suite de la page 1)

la classe ouvrière n'est pas du socialisme prolétarien mais du socialisme bourgeois. La pratique a démontré que les militants du mouvement ouvrier qui appartiennent aux courants opportunistes défendent la bourgeoisie mieux que les bourgeois eux-mêmes. S'ils n'étaient pas eux à la tête des ouvriers, la bourgeoisie ne pourrait pas survivre. Ce qui l'atteste, ce n'est pas seulement l'histoire du régime Kérensky en Russie, mais aussi celle de la république démocratique d'Allemagne dirigée par un gouvernement social-démocrate; c'est l'attitude d'Albert Thomas envers son gouvernement bourgeois; c'est l'expérience analogue des Etats-Unis et de l'Angleterre. Voilà quel est notre ennemi principal, et c'est lui que nous devons vaincre» (voir Programme Communiste n° 59).

C'est sur ces bases que s'est constituée l'Internationale Communiste, dont osent aujourd'hui se réclamer les courants trotskystes, c'est ainsi que luttait celui dont ils ont fait — imitant ainsi le stalinisme dans ses pires falsifications — le saint patron des compromis, voire du « soutien critique » à la social-démocratie!

★

Il est clair que même lorsque ces courants reprennent à propos du PS et du P.C.F. (qu'ils préfèrent ordinairement qualifier de « partis ouvriers » tout court) la vieille expression d'Engels et de Lénine de « partis ouvriers bourgeois », ils n'entendent pas par là des partis qui, tout en exerçant une influence déterminante sur le prolétariat, sont irrédûciblement liés à la bourgeoisie, dont ils représentent la courroie de transmission au sein de la classe ouvrière, mais des nuances légitimes du mouvement ouvrier, des courants qui ont seulement le tort de « croire » à la réforme et non à la révolution, ou encore de ne pas « vouloir » se donner les moyens d'atteindre leur but socialiste, parce qu'ils ont une fâcheuse tendance à se lier, à l'occasion, à la bourgeoisie, mais dont il n'est pas exclu qu'on puisse les ramener (entièrement ou en partie) dans le droit chemin, par la « libre discussion » selon les principes de la démocratie ouvrière et de la pluralité des partis.

L'opportunisme des partis ouvriers bourgeois actuels, celui de la vague stalinienne, est cent fois pire que celui qu'eurent à combattre, à l'époque de Lénine, la gauche marxiste puis la Troisième Internationale dans la mesure même où il peut encore se prévaloir auprès de la classe ouvrière du nom glorieux de communiste, se réclamer de la Commune de

Paris et de la révolution d'Octobre, tout en ayant à son actif depuis 1928 la soumission du prolétariat mondial aux intérêts d'abord de l'Etat russe, puis du camp impérialiste le plus « démocratique », la reconstruction nationale et le renforcement des Etats bourgeois ébranlés par la guerre, non seulement contre le prolétariat des métropoles, mais contre les peuples opprimés des colonies, et ainsi de suite, dans une longue chaîne dont on n'a pas encore vu la fin.

Si les courants trotskystes rappellent avec complaisance la carrière du « vieux cheval de retour » Mitterrand (sauf évidemment l'OCI pour qui « Mitterrand 1974 n'est pas égal à Mitterrand 1965 » puisque au lieu de représenter « immédiatement et directement la bourgeoisie » comme alors, il s'est régénéré en devenant « premier secrétaire du PS »), ils ont par contre, pendant toute la campagne, fait le silence le plus absolu sur la responsabilité historique écrasante de partis qui sont, à l'échelle internationale, le produit de décaides entières de collaboration avec l'ennemi de classe dans son œuvre contre-révolutionnaire.

Comme toujours, quand il s'agit de « combat pour l'unité » avec le social-chauvinisme, c'est l'OCI qui remporte la palme. Le tort principal des partis opportunistes, selon la vieille et absurde théorie de l'OCI, c'est de ne pas véritablement vouloir gagner les élections, de ne pas véritablement « vouloir l'unité », autrement dit, de ne pas être assez opportunistes : « Seule l'OCI (et Mitterrand lui-même par ambition personnelle) est actuellement pour la victoire de Mitterrand qui ouvrirait cette voie [celle de la montée révolutionnaire des masses]. La bourgeoisie et les appareils font et feront tout pour éviter d'en arriver là » (Informations ouvrières, n° 656). C'est pourquoi l'OCI, qui s'est depuis longtemps donnée pour mission d'encourager l'opportunisme à oser gagner et à perfectionner sa « démagogie », consacre tout son dernier éditorial à conseiller — « sans préalable ni condition » — la coalition de gauche sur les moyens d'entraîner à sa suite « des couches notables de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes qui hésitent encore » par la promesse de « balayer les institutions gaullistes et tous les profiteurs UDR, giscardiens, lecanuettistes, bourgeois du régime ».

Rouge, partisan du « débordement » des partis opportunistes, ne les dénonce pas pour autant comme des agents de la bourgeoisie : tout au plus sont-ils ses victimes, coupables d'être à demi-consentantes, à demi aveuglées. D'où ses lamentations sur les « contradictions suicidaires dont est porteur le projet réformiste »

(Quotidien Rouge n° 1), puisque « multiplier les compromis et les reculades en refusant de s'appuyer sur les mobilisations ouvrières », c'est « creuser sa propre tombe » (Rouge n° 251) et qu'« accepter de gouverner au nom des travailleurs dans le cadre de la constitution gaulliste de 58, c'est se passer la corde au cou » (Quotidien Rouge n° 7). C'est ainsi que la « critique » se transforme en regret de ce que les dirigeants refusent probablement de « se donner effectivement les moyens d'empêcher le complot économique de la bourgeoisie [...] et d'étouffer dans l'œuf tout complot militaire » (Rouge, n° 251), comme si un gouvernement social-impérialiste représentait un pas vers la révolution et devait être poussé en avant, voire défendu par le prolétariat.

Quant à LO, on chercherait en vain, dans les numéros des dernières semaines, un seul mot contre le PCF, tandis que le mot le plus dur qu'on puisse trouver contre le PS, c'est que « les dirigeants de ce parti ont bien souvent fait, lorsqu'ils étaient au pouvoir, la politique de la droite, de 1936 [...] à 1958 » (comme si la gauche n'avait pas sa politique propre, à combattre par nous en tant que forme de politique *bourgeoise* et non en tant qu'elle tendrait à capituler devant celle de la droite). Pour compenser, LO a reproché à Mitterrand sa tendance « à prendre le maximum de distances vis-à-vis du parti communiste et du Programme Commun », à se vouloir « un candidat au-dessus des partis qui n'a pris aucun engagement formel », de sorte qu'on ignore « quel camp il choisira en cas de conflit social : celui des ouvriers ou celui des patrons » (Le Monde, 30-4-74). C'est ainsi que, dans la pédagogie

révolutionnaire de LO, la critique de l'opportunisme se transforme en doute métaphysique.

★

Laissons conclure LO, qui réfutant « les calomnies [des partis de gauche] qui présentaient la candidature de notre camarade comme une candidature de division », se félicite de ce qu'« il est maintenant évident que la candidature d'Arlette Laguiller a réconcilié avec la gauche des milliers de travailleurs qui ne se reconnaissaient pas dans le visage que Mitterrand en offre » (LO, n° 297).

C'est là l'aveu essentiel, et il vaut aussi pour les autres organisations. De même que l'opportunisme social-impérialiste n'aurait pas de raison d'être s'il ne critiquait pas et ne déclarait pas combattre la bourgeoisie, de même l'opportunisme « de gauche » ne remplirait pas sa fonction s'il ne critiquait pas et ne déclarait pas combattre l'opportunisme. Les uns reprochent aux « dirigeants » leur esprit insuffisamment unitaire, les autres leur penchant au compromis, les autres encore leur capitulation devant l'ambition d'un homme, mais tous ces courants, au travers même de la critique comme du silence, et surtout des oscillations entre l'attaque et le soutien, contribuent à blanchir l'opportunisme aux yeux des travailleurs en mettant entre parenthèses son caractère contre-révolutionnaire. Les nuances qui les caractérisent peuvent varier (plus droitiste dans le cas de l'OCI, plus barricadière dans celui de Rouge, plus économiste dans celui de LO) mais tous convergent ensemble envers une même fonction : entraver le processus de cristallisation de l'avant-garde révolu-

tionnaire, en « réconciliant » avec l'opportunisme des énergies qui tendent à lui échapper. Ils prétendent « hâter » la révolution et conquérir les masses par la flatterie à l'égard de l'opportunisme en qui elles croient encore, en attendant demain, toujours demain, pour leur dire enfin « toute la vérité ». La seule voie efficace, la seule voie révolutionnaire, est toute autre. C'est celle-là même qu'indiquait Lénine : « Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre [et de la paix] pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial » (L'Impérialisme et la scission du socialisme, Œuvres, t. 23, p. 121). Telle est toujours notre ligne.

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

### LISTE N° 3

Paris février, 2.778 ; Réunion publique Paris, 158,60 ; Nantes, 100 ; Paris, mars, 2.639,70 ; Antoine, 30 ; Aix, 3 ; La Ciotat, 20 ; J.C., 22 ; Reims, 18 ; Etoile, 100 ; Strasbourg, 70 ; R. et R., 40 ; François, 90 ; Cavaillon, 140 ; J.P., 6 ; Besançon pour la presse, 50 ; Anonyme Nantes, 70 ; François, 90 ; Aix, 5 ; Bernard, 25 ; Pour la presse, 30 ; J.C., 18 ; Aix, 30 ; Christiane, 50 ; André, 50 ; Y.S., 10 ; Y.D., 10 ; Réunion publique Paris, mars, 191 ; Reggio Emilia, 50 ; Rouen, 30.

Total liste n° 3 :	6.924,30 F
Total précédent	8.954,16 F
Total général	15.878,46 F

## Une intervention de nos camarades dans la campagne présidentielle

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de l'intervention de nos camarades à un meeting du « Front Communiste Révolutionnaire » à Marseille, qui résume notre critique à l'égard de l'attitude des groupes trotskystes face à l'élection présidentielle. Mentionnons pour mémoire le fait que lorsque la critique a commencé à devenir trop gênante pour les organisateurs de la réunion, ceux-ci ont purement et simplement arraché le micro à notre camarade en essayant de l'empêcher de continuer. Voilà une réponse politique qui parle d'elle-même. Si la vérité communiste gêne aujourd'hui ces messieurs, on imagine quelle pourra être leur attitude le jour où cette vérité s'incarnera matériellement dans une classe en mouvement sur le chemin de la révolution!

★

« En présentant Alain Krivine, faute d'avoir obtenu le bloc souhaité sur le nom de Piaget, le « Front Communiste Révolutionnaire » se croit sans doute en règle avec les principes marxistes. La III<sup>e</sup> Internationale elle-même, à sa belle époque, a incité ses partis membres à présenter des candidats aux élections législatives, non pour conquérir pacifiquement le pouvoir, mais pour faire de la propagande communiste. Mais il s'agissait alors d'une propagande communiste pour de bon. D'une pareille propagande, nous ne trouvons pas la moindre trace ni chez Alain Krivine, ni chez Arlette Laguiller.

La présentation de candidats communistes aux élections avait été prévue par l'Internationale pour des situations de contre-révolution, et nous sommes bien aujourd'hui, en effet, dans une telle situation. Faute de pouvoir préparer matériellement la classe ouvrière à la conquête NON LEGALE, NON PACIFIQUE, NON DEMOCRATIQUE DU POUVOIR, on pensait utiliser la campagne électorale pour faire la propagande en faveur d'une telle conquête, qui est le programme distinctif du communisme, un programme qui fait hor-

reur à tous les démocrates. Cette propagande, vous ne la faites pas. Pourquoi ? Parce que les ouvriers sont plongés dans le réformisme ? Parce qu'ils sont à un niveau politique extrêmement bas ? Parce qu'ils ne comprennent pas les révolutionnaires ? Voilà ce qu'on vous entend rabâcher dès qu'on pose la question. Vous oubliez une seule chose : c'est précisément pour de telles situations que la tactique dite du parlementarisme révolutionnaire avait été prévue ; elle devait préparer l'organisation directe pour la révolution qui n'est pas possible quand la lutte de classe est politiquement trop faible ; elle ne devait pas remplacer la propagande pour le communisme par quoi que ce soit d'autre. Vous n'êtes donc pas en règle avec les principes, même si l'on admet la tactique de la participation aux élections à des fins de propagande communiste — qui, pour notre compte, ne nous a jamais semblé très heureuse, mais c'est là une autre question.

S'il est vrai que la classe ouvrière est actuellement sous l'emprise des directions opportunistes — ce qui est bien une caractéristique d'une situation contre-révolutionnaire —, c'est précisément la tâche d'un véritable parti communiste de dissiper les illusions propagées par ces partis. Il n'a jamais été dit qu'en TOUTES SITUATIONS, même LES PLUS DEFAVORABLES les communistes POUVAIENT être suivis des masses. Mais il a toujours été dit que « les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets » et qu'« ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé ». Celui qui ne respecte pas ce principe aussi difficile qu'on voudra n'est pas communiste. Or vous ne le respectez pas.

Les masses croient qu'elles peuvent s'emparer de l'Exécutif directement, par un simple bulletin de vote, grâce à la fiction qui veut

que son chef soit désigné par tous les citoyens. Vous, « Front Communiste Révolutionnaire », vous ne le croyez pas, car vous n'êtes tout de même pas tombés de la dernière pluie ; mais en disant aux masses de voter Mitterrand, fût-ce seulement au second tour, que faites-vous donc, sinon le laisser croire aux masses ? Dans tout cela, où est la politique révolutionnaire ? La ligne de démarcation entre la révolution et la conservation, entre le communisme et le réformisme ou mieux le conformisme, serait-elle celle qui passe entre le PREMIER et le SECOND tour de la foire électorale ? Il ne faut pas avoir une bien haute idée de ce qu'exige l'émancipation des ouvriers, de ce que demande le renversement du capitalisme, pour le croire !

Pourquoi invitez-vous à voter Mitterrand, tout comme le Parti socialiste, tout comme le PCF, tout comme Séguoy ou Maire, quoique vous prétendant des « révolutionnaires » ? Pour deux raisons. La première est que vous préférez le gouvernement de gauche au gouvernement de droite. La seconde est que vous croyez cela INDISPENSABLE pour « dépasser Mitterrand », comme vous dites.

En préférant banalement la « gauche » à la « droite », vous prouvez que vous êtes les premières victimes de ces illusions que vous prétendez dissiper chez les autres : c'est un comble. Un gouvernement de gauche n'est pas LA MEME CHOSE qu'un gouvernement de droite. Toute la question est de savoir OU EST EXACTEMENT la différence. La classe ouvrière croit que le gouvernement de gauche peut faire « quelque chose » pour elle ? Mais c'est précisément pourquoi elle a besoin d'un Parti qui représente la conscience de ses intérêts historiques, et la guide dans la lutte en tirant les leçons de l'histoire. Les gouvernements de gauche n'ont jamais pris en faveur du « peuple », et surtout de la classe ouvrière, que

(suite page 3)

## Dans la poudrière de l'Asie

Les deux millions de chemiots indiens se sont mis en grève pour exiger un relèvement de 75 % des salaires, relèvement que le gouvernement refusait au nom de la lutte contre l'inflation. Le mouvement s'est durci à la suite de l'arrestation de quelques 6.000 responsables syndicaux. La grève a lieu après celles déclenchées par les ouvriers du textile à Bombay et à Madras, et par les électriciens de l'Uttar Pradesh. D'après Les Echos du 9-5-74, une véritable révolte s'est produite dans l'Etat de Gujerat ; le journal ajoute que l'Inde traverse une crise économique et sociale sans précédent : pénurie de vivres, inflation, crise de l'énergie, sous-utilisation des capacités industrielles, difficultés financières à la suite de la guerre contre le Pakistan. Par ailleurs, l'Etat renonce à la prise en charge du commerce du blé qui devait permettre de lutter contre « les profiteurs de la faim », provoquant ainsi un « accroissement des tensions sociales ».

L'Inde, poudrière de l'Asie, est grosse d'une révolution démocratique qui devrait balayer la pourriture de l'ancien régime empoisonnant tout le corps social. Comme toujours, le prolétariat apporte toute son énergie de classe révolutionnaire.

★

A quelques milliers de kilomètres de là, le Japon ultracapitaliste a été atteint par la puissante grève de 560.000 cheminots qui ont entraîné les postiers, les marins, les dockers, les routiers, et qui ont paralysé complètement le pays pendant quelques jours. On calcule que « l'abstention en chaîne » du travail a touché 6 millions de salariés !

★

L'Inde et le Japon sont séparés par des énormes distances dans l'espace et dans le temps. Mais la lutte du prolétariat saute par-dessus les frontières ; elle est par essence mondiale, elle a besoin d'un parti sans frontières qui intègre ces énergies dans l'armée unitaire de la révolution mondiale.

# Immigration et xénophobie : un exemple, la Suisse

La Suisse, ce paradis d'un capitalisme « équilibré » que la PCF donnait récemment en exemple de réussite économique, n'échappe pas aux contradictions qui caractérisent tous les pays industriels avancés. Comme en Angleterre, en France et en Allemagne, on y voit se développer depuis quelques années une tendance au contrôle de l'immigration, combattue par certaines couches capitalistes et appuyée par d'autres, et qui sert, comme ailleurs, de révélateur du chauvinisme des organisations opportunistes qui dominent aujourd'hui la classe ouvrière.

En sept ans environ, on y a vu naître quatre « initiatives » contre l'emprise de la population étrangère. La première, issue des milieux démocrates de Winterthur fut retirée par ses auteurs avant d'être proposée au vote. La seconde, présentée par J. Schwarzenbach fut « soumise au peuple » le 7 juin 1970, et rejetée par 654.844 « non » contre 557.517 « oui », avec une participation électorale de 75 %. La troisième est celle de l'Action Nationale, qui vient d'être discutée au Conseil National; celui-ci a recommandé aux cantons par 157 voix contre 3 de la rejeter au prochain vote. La quatrième enfin, issue du Parti Républicain, vient d'être déposée à la Chancellerie Fédérale et sera vraisemblablement discutée aux Chambres l'année prochaine. Toute cette agitation parlementaire a sans aucun doute une signification qui dépasse la simple xénophobie de quelques individus, comme voudrait le faire croire une partie de la presse bourgeoise.

Jusqu'en 1850, la Suisse était caractérisée par une forte émigration (les mercenaires des armées européennes). La tendance s'est inversée alors. La faible mobilité des ruraux et les barrières linguistiques entre les différents cantons ne suffisaient pas à fournir à l'intérieur des frontières nationales la force de travail requise par une industrialisation en plein développement (entre 1890 et 1914, le commerce extérieur avait doublé). Ainsi la Suisse se trouve être en 1910, le pays européen à la plus forte proportion d'étrangers: 144 pour 1.000, contre 2 en Espagne, 4 en Russie, 9 en Italie, 17 en Allemagne et 27 en France. Mais cette vague d'immigration est socialement nuancée: la répartition entre les différentes populations et niveaux de revenus donne des proportions à peu près analogues pour les Allemands, Autrichiens, Français, Italiens et pour les Suisses eux-mêmes. Au contraire, la seconde vague d'immigration, après 1945, relèguera en majorité les étrangers au bas de l'échelle sociale.

La guerre entraîne une forte baisse de la proportion d'étrangers en Suisse: 5,2 % en 1941, contre 15,4 % en 1914. Mais le pourcentage remonte à partir de 1945: il passe à 7 % en 1950, 9 % en 1955 à 18 % en août 1964, alors qu'il ne fait qu'augmenter de 2 à 5 % environ dans les autres pays européens.

La Suisse après la Seconde Guerre, dans les années 1945-47, était en effet le seul pays européen à posséder encore un appareil de production en parfait état de fonctionnement. Pour répondre à la forte demande extérieure (machines, horlogerie, chimie, textile), elle se trouvait devant l'alternative suivante:

— ou investir de manière intensive et développer la productivité des secteurs d'exportation, par une restructuration de ces mêmes industries,

— ou faire un appel de main-d'œuvre important en procédant à des investissements extensifs, qui visaient à développer la production (agrandissement de la surface de production sans remise en cause

du procès de production lui-même) sans accroître forcément la productivité. C'est cette dernière solution qui fut adoptée, afin de protéger les secteurs marginaux qui auraient disparu dans une politique générale de restructuration, et ceci dans une perspective plus ou moins « autarcique » — économie de guerre, prévision de crise —, critère auquel la politique agricole du Conseil Fédéral fait souvent référence. D'où l'appel massif à la main-d'œuvre étrangère. La bourgeoisie prétend souvent en trouver la cause dans les facteurs sociaux qui ont réduit le temps de production dans la vie des travailleurs: allongement de la scolarité, avancement de l'âge de la retraite, modification du temps de travail et de vacances... En réalité, la réduction de la durée du travail n'a pu avoir en fait qu'une incidence minime sur l'appel à la main-d'œuvre étrangère. De 1949 à 1965, l'horaire moyen a été réduit de deux heures, ce qui ne représente guère que 40 à 45.000 travailleurs à trouver en 15 ans: or c'est 350.000 étrangers qui ont été embauchés pendant cette même période. En revanche, le faible taux d'activité féminine en Suisse a eu une incidence non négligeable: parmi les femmes âgées de 20 à 65 ans, 50,7 % participaient à la production en 1910; en 1950, 40,3 % seulement (ceci étant dû au déclin du textile et du petit commerce). La grande majorité des étrangers entrés en Suisse après la guerre sont employés dans l'industrie. Par ailleurs, l'immigration en provenance des régions limitrophes a été remplacée, d'une part, par celle de travailleurs frontaliers, d'autre part, par des étrangers venant de régions de plus en plus lointaines: Italiens du Sud, Portugais, Espagnols, Yougoslaves, Grecs...: il y avait à Zurich en 1910 74.000 austro-allemands et 22.000 Italiens, en 1964 les Italiens sont 88.000 et les Austro-allemands 32.000.

Cette politique d'appel à la main-d'œuvre étrangère a eu pour résultats immédiats:

— d'économiser le coût de formation d'un pourcentage important de main-d'œuvre qui arrive à l'âge adulte (par exemple, sur 400.000 nouveaux travailleurs incorporés dans la vie économique de 1950 à 1960, 73 % sont des étrangers),

— de faire certaines économies sur les infrastructures, une grande partie des immigrés — tous les saisonniers (197.000 en 1972), les frontaliers (97.000) et une partie des annuels — laissant leur famille chez eux. Il vaut la peine de s'arrêter sur le statut des saisonniers qui, remarquons-le, n'étaient pas visés par les restrictions de l'immigration proposées dans la « deuxième initiative ». Et pour cause... La durée du statut de saisonnier est de 9 mois, sauf dérogation: le saisonnier n'a pas le droit de faire venir sa famille, ni de louer un appartement (la majorité d'entre eux vit dans des baraques situés à proximité du chantier ou du stock central de l'entreprise), ni de s'inscrire à une caisse de chômage. Il paie des impôts dont le taux est calculé sur la base d'un revenu mensuel brut multiplié par douze. Il ne bénéficie de l'assurance maladie que pendant son séjour en Suisse. Pour être considéré comme travailleur annuel, le saisonnier devra avoir accompli en cinq ans consécutifs 45 mois de travail en Suisse, se voir proposer par son patron un contrat annuel et disposer d'un logement adéquat. Or, 107.000 saisonniers sur 144.000 en 1968 travaillaient dans le bâtiment, où le progrès technique permet actuellement de les employer toute l'année, hiver compris: 80.000 saisonniers environ pourraient remplir les condi-

tions pour être travailleurs annuels; mais le statut de saisonnier procure une main-d'œuvre à bon marché sans aucun droit, soumise à la police des étrangers et au bon vouloir du patron (dans les deux premières années, les patrons du bâtiment peuvent licencier un ouvrier en ne l'avertissant que 24 heures à l'avance);

— d'avoir la possibilité (que cet exemple illustre déjà) quand la conjoncture l'exige, de comprimer la main-d'œuvre en renvoyant chez eux les immigrés sans craindre de provoquer par le chômage des mouvements de classe (pour l'année 1971, il n'y avait en Suisse que 100 chômeurs complets officiels inscrits aux caisses de chômage);

— de permettre aux petites et moyennes entreprises de survivre, en faisant appel également à la main-d'œuvre étrangère moins coûteuse, et de retarder ainsi le processus de concentration et de « sélection naturelle » du capitalisme;

— d'exercer une pression sur les salaires et les conditions de travail, individuellement (en disant à chaque prolétaire qu'il y a un immigré prêt à travailler à sa place) et collectivement. Bien entendu, ce mécanisme de concurrence que l'opportunisme invoque en Suisse comme ailleurs, so-disant pour « critiquer les patrons », en fait pour donner des arguments contre les immigrés qui « font baisser les salaires », joue d'autant mieux que ce même opportunisme ne lutte pas énergiquement contre la concurrence, contre les conditions d'exploitation renforcées faites aux immigrés, et condamne souvent les prolétaires à défendre leur salaire de façon individuelle.

(à suivre)

## IL Y A VINGT ANS, DIEN-BIEN-PHU

### Honneur à ceux qui ont fait plier l'impérialisme français !

Vingt ans ont passé depuis que le fer et le feu des combattants indochinois parvenaient à faire céder le très démocratique impérialisme français. C'était le seul langage que pouvait comprendre un impérialisme dont la barbarie n'a jamais eu d'égal que l'hypocrisie. Mais la signification de Dien-Bien-Phu dépasse largement la magnifique victoire des combattants vietnamiens.

La nouvelle se répandit comme une trainée de poudre aux quatre coins de « l'Union française », redonnant courage et enthousiasme révolutionnaire à tous ceux auxquels les répressions impitoyables de Sétif, de Constantine et de Madagascar avaient momentanément fait courber l'échine.

Cette victoire, les masses des colonies l'ont payée d'un prix incalculable, inappréciable: s'engouffrant instinctivement dans la brèche provoquée par l'affaiblissement de l'Etat métropolitain secoué par la guerre impérialiste, elles ont dû supporter seules l'effort contre l'Etat oppresseur.

Certes les rebelles d'Indochine reçurent l'aide militaire de la Russie et de la Chine, bien que ces pays aient en partie privé la révolution des fruits de la victoire en cautionnant la division du Vietnam en deux, ainsi que l'installation d'un impérialisme non plus en déclin, mais en pleine ascension cette fois, l'impérialisme yankee — qui, à l'heure actuelle, ravage toujours la péninsule.

Mais les masses coloniales se sont heurtées au mur solide de la paix sociale dans la métropole, rendue possible par l'écrasement du prolétariat mondial et la trahison de son parti. La contre-révolution stalinienne avait séparé les deux maillons de la chaîne de la lutte contre l'impérialisme, plongeant le prolétariat dans le sommeil de l'épuisement; un sommeil si profond que le formidable coup de boutoir des insurgés d'Indochine, puis d'Algérie, ne put le réveiller; un sommeil entretenu par l'opium du social-impérialisme, l'opportunisme stalinien ayant depuis longtemps renoncé à apprendre au prolétariat à faire siennes la haine et la lutte des masses coloniales contre l'opresseur commun, et masquant son soutien ignoble à l'impérialisme, non seulement dans l'opposition mais aussi au gouvernement, par des protestations purement platoniques.

Dien-Bien-Phu reste un symbole de la lutte d'émancipation coloniale, mais aussi celui du tragique isolement des combattants de l'indépendance.

Quand le prolétariat des métropoles se réveillera de sa torpeur et reprendra le chemin de la lutte directe contre le capitalisme, il trouvera à ses côtés les masses populaires des colonies; il trouvera surtout les prolétaires et les semi-prolétaires de ces vastes continents qui, ayant hier pris les armes pour l'indépendance qu'ils ne peuvent dépasser tant qu'ils restent seuls en lutte, sauront les reprendre demain contre l'impérialisme qu'ils ont déjà combattu avec courage, et cette fois, sous la bannière du communisme !

## Une intervention de nos camarades

(Suite de la page 2)

les mesures qui leur ont été arrachées — quand ils en ont pris. Le mérite, si mérite il y a, ne leur en revient donc pas: il en revient à la lutte de classe. Ce qui distingue en réalité les gouvernements de gauche des gouvernements de droite est qu'ils arrivent au pouvoir quand les classes opprimées par le capital sont mécontentes, et qu'alors, ils ont infiniment plus d'autorité sur la classe ouvrière et sur le « peuple » pour leur demander de faire des sacrifices, de respecter l'ordre ou simplement pour leur faire prendre leur mal en patience. Dans le cas où la lutte de classe se DECHAINE QUAND MEME, où la relève de la droite par la gauche ne suffit pas à assurer la tranquillité à la bourgeoisie, on ne peut même pas dire que les gouvernements de gauche soient plus débonnaires à l'égard des masses. Mille exemples sinistres prouvent qu'ils sont très capables de réprimer la classe ouvrière, de l'Italie du premier après-guerre, à la République de Weimar, ou à la Hongrie et à la Pologne de notre époque. Quand ils ne le font pas, l'armée ou les bandes fascistes prennent le relais. Alors? Comment osez-vous laisser croire aux ouvriers que « Mitterrand, c'est MALGRE TOUT mieux que Giscard ou Chaban »? La seule chose qui aujourd'hui aille MIEUX qu'hier, c'est le mécontentement ouvrier qui PEUT prélever à une reprise de la lutte de classe. Mais pour qu'une telle reprise éventuelle porte ses fruits, il faut que les communistes révolutionnaires disent par avance, dès aujourd'hui, que la gauche n'a pas pour fonction historique de tempérer tant soit peu la dictature du capital, mais uniquement de conjurer la lutte de classe. Or vous ne le dites pas, pour la bonne raison que vous ne croyez pas que ce soit sa SEULE ET EXCLUSIVE fonction.

Quant à l'autre raisonnement, selon lequel pour que Mitterrand soit débordé, il FAUT D'ABORD qu'il vienne au pouvoir, il est vi-

cié à la base. Parler du « débordement de Mitterrand », c'est parler au fond d'une reprise de la lutte ouvrière. Or la lutte ouvrière peut éclater aussi bien sous un gouvernement de droite que sous un gouvernement de gauche: toute l'histoire le prouve. Il est possible que la déception causée par l'écart entre les promesses de la gauche et ses réalisations une fois au pouvoir mette le feu aux poudres. C'est une possibilité, mais ce n'est en aucune façon une loi historique. Tout au contraire, l'histoire nous a donné un exemple de débordement révolutionnaire d'un gouvernement qui était à sa façon « de gauche » (Octobre 1917) pour dix exemples de non-débordement, de remplacement du gouvernement de gauche par un gouvernement de droite, voire de terreur anti-prolétarienne, de l'Italie et de l'Allemagne d'hier au Chili d'aujourd'hui. Première chose. Seconde chose: pour qu'une possibilité de débordement se réalise, il faut un parti révolutionnaire, un parti capable de mener une politique communiste pour de bon. Vous qui dites: votez Mitterrand, vous n'êtes pas de taille. Nous allons plus loin: l'histoire a déjà montré que des positions comme les vôtres, qui essaient de faire le pont entre le réformisme et le communisme (comme cela a déjà été le cas des maximalistes à la Serratti en Italie, et des indépendants de droite et de gauche en Allemagne), contribuent dans les moments décisifs à paralyser l'action du prolétariat. (...)

Il ne s'agit pas d'opposer à la façon des sociaux-démocrates de jadis la belle et harmonieuse économie socialiste à l'infâme économie bourgeoise: il faut faire prendre conscience à la classe ouvrière de la voie qu'elle devra prendre pour passer de l'une à l'autre. Cela, des formules comme « gouvernement ouvrier » ou « pouvoir des travailleurs » le rendent flou, d'autres comme « hyperdémocratie » ou « démocratie intégrale » ne le disent pas du tout. Or la véritable politique commu-

niste ne tolère pas qu'on dissimule aux ouvriers les dures et amères vérités du marxisme: à moins de s'organiser en parti révolutionnaire, à moins de conquérir par la force un pouvoir que la bourgeoisie ne lui cèdera jamais de bon gré, la classe ouvrière ne sortira pas de l'esclavage capitaliste. La voie de son émancipation passe donc non seulement sur les ruines de l'Etat bourgeois, mais sur le cadavre des grandes organisations politiques qui se disent « ouvrières », mais qui font une politique bourgeoise. Le « pouvoir des travailleurs » sera bien, dans un sens, pour reprendre une formule qu'on a complètement déformée, une « démocratie pour les ouvriers », en ce sens qu'il implique la participation active de la classe ouvrière à la gestion de son Etat par l'intermédiaire d'organes comme les Soviets; mais il sera surtout, sous peine de défaite, une dictature sur les capitalistes et un pouvoir fort face aux classes moyennes qui non seulement n'ont pas les mêmes intérêts que le prolétariat, mais qui peuvent même défendre activement des intérêts diamétralement opposés. Cela, vous vous gardez bien de le dire, alors que c'est le sens profond de la revendication communiste classique: dictature du prolétariat.

Telle est la vérité communiste. Il n'importait nullement à l'histoire que les foules voient et entendent Alain Krivine ou Arlette Laguiller à la télévision ou à la radio. Mais il importe que, même sans télévision et sans radio, cette vérité soit dite aux masses, aussi dure, aussi impopulaire, aussi « inactuelle » qu'elle soit ou paraisse. Ce n'est pas vous qui la direz, parce que vous êtes des sceptiques à l'égard de ce que les révolutionnaires croient et doivent croire, et des croyants à l'égard de toute ce que les révolutionnaires abhorrent: la flatterie aux illusions des masses, le vedettariat politique, la démagogie. Vous vous prétendez révolutionnaires, vous n'êtes que des suivistes.

#### PERMANENCES DU PARTI

● A Paris: 20, rue Jean-Bouton (12<sup>e</sup>) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Marseille: le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).

● A Lille: le dimanche de 10 à 12 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes) - Rez-de-chaussée dans le hall d'entrée.

# Farce portugaise et tragédie africaine

(suite de la page 1)

la grâce sur le chemin de Lisbonne, comme naguère de Compostelle? En dépit des rododromes fracassantes des partis d'opposition, ce n'est pas l'apparition à la lumière du jour — par décret de la junte militaire — d'un mouvement interne de renouveau, fût-il typiquement démocratique, qui a constitué l'obstacle sur lequel a buté le salazarisme; c'est la guérilla indomptable déclenchée dès 1959-61 d'abord en Guinée-Bissau, puis en Angola et au Mozambique par tous ceux qui ne prétendent pas construire le socialisme mais se battent, et pas avec des mots, pour obtenir l'indépendance nationale; cette guérilla qu'une armée métropolitaine de 400.000 hommes (presque 1/20 de la population portugaise, femmes, vieillards et enfants compris), dont 150.000 par roulement dans les territoires d'outre-mer, engloutissant 50 % du budget de l'Etat et portant au front la marque d'infamie que constituent 200.000 déserteurs, n'est pas arrivée et n'arrive pas à briser même à coups de bombes au napalm et de massacres dans le plus parfait style colonial, le style anglo-franco-belge de la belle époque; cette guérilla qui menaçait non seulement d'épuiser complètement la métropole mais aussi de provoquer la perte de l'empire, soit sous les coups formidables des insurgés, soit à travers l'intervention avide des Rhodésiens, des Sud-Africains et — vive la fraternité lusitanienne! — des Brésiliens, agissant en leur nom propre ou au nom de tiers.

Il fallait, avant qu'il ne soit trop tard, essayer de sauver ce qui pouvait l'être, non sans nostalgies gaullistes première manière, mais sans glisser vers la « décolonisation à la De Gaulle » (Le Figaro, 28 mai). L'ancien massacreur Spinoza et ses collègues lancèrent donc un plan d'Union portugaise multiraciale et fédérale: les massacres cohabiteraient en bonne harmonie avec leurs persécuteurs séculaires, les coffres-forts de Lisbonne se rempliraient à nouveau d'escudos « propres » et la « mission chrétienne et civilisatrice » des descendants de Camoëns protégerait com-

me autrefois de ses blanches ailes les territoires aussi éloignés que les côtes de l'Atlantique sud et de l'Océan Indien dont les habitants, « malheureusement » à peau noire, ont cependant l'incomparable privilège de parler portugais. Le prix à payer, pour changer d'uniforme et passer du style colonial pur au style néo-colonial, c'était que la mère-patrie lusitanienne retourne au constitutionalisme libéral-démocratique. C'est là le sens du 25 avril portugais, de ce jour où un régime disparaît au coup de baguette magique de Spinoza, où les prisons s'ouvrent, les insignes à la boutonnière disparaissent, les gens s'embrassent dans les rues, et où la bureaucratie reste en place en changeant simplement le portrait officiel dans les bureaux « ainsi que les slogans fatidiques « la guerre continue » et « à bas les extrémistes qui font le jeu de la réaction », et où tous les partis, des libéraux aux socialistes, des conservateurs aux communistes — l'Eglise bénissant tout ce monde du haut des cieux, ou plutôt du bas de ses terres fertiles — courent se mettre à la disposition des héros très purs d'une armée revenue à la raison, au nom de la civilisation, des droits de l'homme, des réformes, bref, d'une éventuelle voie lusitanienne au socialisme.

Revendiquant sans l'ombre d'une hésitation le droit et l'honneur de collaborer avec l'ancien volontaire franquiste Spinoza, les soi-disant « représentants du prolétariat » ont été entendus: leurs ministres ont été admis au sein d'un véritable gouvernement d'union nationale qui sait manifestement utiliser les compétences puisque le ministère du travail a été confié à un « communiste » — sage mesure, puisque, comme nous l'apprend Le Monde du 18/5, le PCP s'efforce de modérer les revendications ouvrières qui éclatent un peu partout. Ces prétendus « socialistes » et « communistes » se précipitent dans un gouvernement dont le programme est celui du « mouvement des forces armées » dont les civils ne connaissent, en fait de programme, que les déclarations de Spinoza, et alors que ce dernier explique qu'au sujet des colonies, on peut parler

au maximum d'auto-détermination (dans le cas, bien entendu, de l'Union multiraciale, fédérale) quand les populations concernées auront acquis une préparation « suffisante » (cf. Le Figaro du 30-4-74) qui aujourd'hui leur fait défaut et que la civilisation supérieure de la métropole aura la bonne grâce de lui donner; alors que le même Spinoza et son adjoint, Costa Gomez, demandent aux combattants du FRELIMO au Mozambique, du MPLA en Angola, du PAIGC en Guinée, où existe déjà une République « volante », de « sortir à découvert et de déposer les armes sans conditions sinon la guerre sera intensifiée » (cf. Corriere de la Sera, 12-5-74) car, pour les éminents généraux de Lisbonne, ce qu'ils appellent la « solution politique du problème angoissant des colonies » consiste à demander aux rebelles de s'auto-désarmer face à une autorité « légitime » armée jusqu'aux dents; alors que, enfin, la junte condamne l'irresponsabilité des extrémistes portugais et que tout le monde en chœur lui donne raison. Ainsi, Soares exprime « toute confiance dans l'armée » (Le Figaro, 3-5-74) en se préparant de toute évidence à réincarner Allende et le socialisme sur la pointe des baïonnettes d'une armée revenue à la raison, Cunhal et son parti saluent « chaleureusement les forces armées en souhaitant que se réalise l'unité la plus solide des forces démocratiques, l'alliance des forces populaires, et militaires contre l'aventurisme de gauche » qui peut facilement ouvrir la voie à la répression et « freiner le processus d'union du peuple et des forces armées » (L'Humanité, 29-4-74).

Mais ce n'est pas tout: ils vont jusqu'à exhorter dans un appel ignoble les déserteurs à se présenter immédiatement dans les casernes, en déclarant que « l'afflux de presque deux cent mille jeunes gens qui ont refusé de participer aux guerres coloniales renforcerait la possibilité de renouvellement démocratique et la vigilance des forces armées contre toute tentative de revanche fasciste » (L'Unità, 3-5), que les militaires « représentent un courant révolutionnaire démocratique » (idem) et que l'alliance

avec eux — comme le disait à tout bout de champ Allende — « c'est la clef de la victoire définitive ». Et ces socialistes et ces communistes « ainsi que leurs collègues de la gauche catholique » offrent-ils aux peuples coloniaux autre chose que ce que leur offre Spinoza? Pas du tout. Ce qu'ils proposent, c'est un « débat sur ce problème crucial de la vie nationale »; l'ouverture de « pourparlers immédiats » en vue, c'est vrai, de l'« indépendance complète », mais sur le terrain démocratique du dialogue, de la diplomatie, des embrassades fraternelles, bref, encore une fois, de l'autodésarmement des rebelles (cf. l'interview de Cunhal dans L'Humanité, 29-4). Ce n'est pas par hasard que Soares a déclaré qu'il considérait les communistes comme un « parti de portugais » (comprenez « de patriotes comme nous ») digne de faire partie d'un « vaste front populaire comprenant aussi des libéraux et des catholiques » pour « combattre les forces économiques encore puissantes » (L'Humanité, 3-5) et ce avec la bénédiction d'évêques eux aussi touchés par la grâce et réunis, à Fatima, pour exhorter les fidèles « et tous les autres portugais de bonne volonté » à faire la preuve de leurs vertus civiques en soutenant la junte. Qu'importe aux « représentants des travailleurs » que Spinoza, futur président de la République et chef de l'armée démocratisée, se soit solennellement engagé à respecter les liens internationaux de l'ancien Portugal, et en particulier à ne pas sortir de l'OTAN? Alors que Kissinger et Gromyko échangent leurs rôles respectifs dans la pacification du Moyen-Orient, une perle communiste ne détonne pas sur la couronne des néo-colonialistes à monnaie, ces « héros lucides d'une armée lasse de sacrifices inutiles » comme dit Le Figaro du 26-4, impatiemment avant tout de faire plier le genou, grâce au rameau d'olivier des pourparlers de paix, à ceux à qui le canon et le napalm n'avaient pu casser les reins!

Les mouvements armés de libération nationale ont immédiatement répondu, d'une façon qui ne peut que faire honneur à un passé fait

non pas de pourparlers pacifiques mais de luttes sans merci, qu'ils ne veulent pas entendre parler de chant de colombe et de rameaux d'olivier. Pour eux aussi — et nous les saluons avec enthousiasme —, la guerre continue. S'ils devaient céder, soit qu'ils suivent l'exemple de mouvements coloniaux modérés et équivoques comme le GUMO au Mozambique, qui s'est hâté d'offrir à Lisbonne « le dialogue au sein des institutions légales créées par la junte » (Le Monde, 4-5), ou qu'ils subissent la pression de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud, soit encore que leur tragique isolement ait épuisé leurs forces et qu'ils en viennent à « s'asseoir à la table de la négociation » truquée, comme il semble que le PAIGC en prenne le chemin, les coupables seraient ceux qui, en se parant avec ignominie des couleurs du socialisme, voire du communisme, ne voient pas plus loin que la patrie et la démocratie et, au nom de ces divinités bourgeoises sont prêts à se mettre au service d'un quelconque Spinoza, convaincus que ce dernier sera aussi fidèle à la liberté retrouvée qu'il l'avait été précédemment à Salazar.

Quand Altamirano, rescapé des massacres chiliens, déclara que les théoriciens et les « praticiens » de la voie pacifique ne commettraient jamais plus l'erreur de faire confiance à l'armée — les armes d'autrui — mais brandiraient au contraire leurs propres armes, nous avons répondu: vous ferez toujours les mêmes erreurs, justement parce qu'il ne s'agit pas de choix personnels, mais que les voies, une fois prises, agissent comme des déterminations objectives et matérielles inexorables. Si le Portugal continue dans la même voie ignoble qu'aujourd'hui, junte en tête, socialistes, communistes, catholiques et progressistes en queue, il n'est pas difficile de prévoir une espèce d'aldévisme bien par une armée prête à ressortir si besoin est son propre Pinochet et, en attendant, à massacrer les Africains à coups de bombes ultra-démocratiques. Ce serait, pour les voies nationales, démocratiques et pacifiques au socialisme, les derniers lauriers en date.

## L'émancipation de la classe ouvrière

(suite de la page 1)

sance des monopoles », ces partis qui se croient « au-dessus de la mêlée », qui s'imaginent représenter les intérêts généraux du « peuple », de la « nation », de la société, voudraient soustraire la production aux effets de la réaction prolétarienne et rendre les exigences ouvrières compatibles avec la grandeur du « gâteau national ».

Leur amour de la « paix sociale » est tel que dans la pratique ils mettent tout en œuvre pour contenir la réaction ouvrière contre le capital, et qu'eux seuls peuvent se vanter vis-à-vis de la bourgeoisie de pouvoir faire accepter aux prolétaires les sacrifices qu'aucun Giscard d'Estaing ne pourrait obtenir d'eux. Aussi demandent-ils contre ce service quelques avantages pour les couches qu'ils représentent et, dans certaines conditions, la bourgeoisie peut en venir à favoriser une expérience gouvernementale de ces partis.

Leur amour de « l'Etat au-dessus des classes » est tel qu'ils sont prêts à le défendre, y compris contre les assauts des autres Etats, des peuples coloniaux et du prolétariat. Bref, ils sont les agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers.

Tout ceci, la campagne électorale l'a confirmé avec force. Combien de gages les larbins opportunistes n'ont-ils pas donnés à leurs maîtres pour prouver qu'ils sont prêts à remplir leur fonction, au gouvernement s'il le faut, avec zèle et efficacité? Et combien de preuves n'ont-ils pas données que les miettes qu'ils demandaient pour les couches

dont ils sont l'expression politique étaient raisonnables? Si défaite il y a, par conséquent, ce n'est pas la défaite du prolétariat mais bien la défaite des illusions entretenues par l'opportunisme dans les rangs ouvriers.

\*\*

Ainsi ce sont les représentants directs de la bourgeoisie qui continuent à gouverner; avec eux c'est l'ennemi déclaré qui est en face. Quel meilleur symbole que Giscard d'Estaing pour les classes dirigeantes? Elles ne peuvent même plus se cacher sous l'habit coloré mais désormais usé d'un gaullisme qui trouvait sa justification historique et sa racine dans le chauvinisme, ce ciment entre les classes et couches liées à des degrés divers à la domination impérialiste et cherchant à maintenir ses restes contre des impérialismes plus forts. Une fois la reconversion impérialiste opérée « au moindre coût social », et les vellétés centrifuges vis-à-vis de l'Amérique se révélant inopportunes, la clique gaulliste ne vit plus que de ses souvenirs, et la bourgeoisie n'a plus qu'à la remiser au musée des modes politiques.

Le lyrisme politique du personnel gouvernemental que la bourgeoisie met en avant dans ces conditions est celui du coffre-fort, et le romantisme social celui de la corbeille de la Bourse. Il ne se donne même pas la peine de promettre au prolétariat une « nouvelle société » ou une amélioration de son sort, mais l'appelle tout simplement à l'austérité, au travail « pour exporter davantage », et à la résignation chrétienne.

L'opportunisme ouvrier pouvait bien affirmer pendant la campagne présidentielle « qu'à moins que Giscard d'Estaing ne trahisse ses intérêts de classe », sa victoire était synonyme d'augmentation des « tensions sociales » et d'aggravation des conflits sociaux: il serait faux de voir dans de telles déclarations l'annonce d'un tournant dans les principes qui guident l'action de forces politiques et syndicales dont la dernière période n'a fait que montrer une fois de plus le rôle honteux. Le sens de ces propos est que l'opportunisme s'appuie sur la situation — indépendamment de l'appréciation que l'on peut porter sur la profondeur de la crise — pour faire valoir aux yeux de la bourgeoisie qu'il est seul capable d'y faire face, en cherchant ainsi à marchander ses services dans les meilleures conditions.

Il serait fou d'attendre de l'opportunisme pour lequel la paix sociale est un objectif permanent, un principe d'action (Mitterrand ne s'est pas lassé de le rappeler à longueur de campagne) qu'il brise cette paix ou ne cherche pas à la sauver pour la simple raison qu'il reste dans l'opposition. Une preuve supplémentaire en a été donnée dimanche soir lorsque Marchais a exhorté les travailleurs à reprendre le travail dès le lundi matin, sans manifestation, en ravalant leur amertume et dans... la sérénité, — cette maudite sérénité avec laquelle les larbins voudraient bien que les prolétaires acceptent le joug capitaliste! En réalité l'opportunisme ne prêche pas la « paix sociale » parce qu'il brigue le gou-

vernement: il revendique le gouvernement pour mieux garantir la « paix sociale », objectif qu'il poursuit en toutes circonstances et qu'il poursuivra nécessairement dans l'opposition, bien qu'avec des moyens et des formes différentes de ceux qu'il emploierait s'il était au gouvernement.

Toute l'action de l'opportunisme ouvrier, tant sur le plan politique que dans la lutte syndicale, montre que la lutte contre la bourgeoisie, non seulement pour le but suprême de l'émancipation prolétarienne, mais même pour la défense des intérêts immédiats et élémentaires, exige la lutte sans merci contre les partis opportunistes.

Puisse cette campagne électorale servir à convaincre des nœux prolétaires que derrière la prétention réformiste de faire l'économie de la lutte des classes se cache le pire piège. Puisse-t-elle les aider à se convaincre de la nécessité d'un solide parti communiste, renouant avec les glorieuses traditions d'un passé révolutionnaire aujourd'hui bien lointain, capable de combattre résolument les illusions réformistes et de guider la lutte du prolétariat contre le capitalisme vers son émancipation définitive. Telle serait en particulier une des conditions indispensables pour qu'un éventuel gouvernement des partis « de gauche » et des partis qui se prétendent « ouvriers », — au cas où la bourgeoisie en viendrait à recourir à cette solution —, ne puisse paralyser l'action de classe, mais permette au contraire à la révolution de recueillir les fruits du résultat négatif d'une telle expérience.

### PRESE INTERNATIONALE

E' uscito il nr 9 (4 maggio 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana

#### IL PROGRAMMA COMUNISTA

di cui diamo il sommario:

- Si chiudono le grandi vertenze sindacali mentre si apre il rondo del referendum.
- Le oche capitoline.
- Il referendum visto dalla sinistra extraparlamentare.
- Ancora sul « pensiero di Mao » (XI).
- Si torna alla difesa dei « sacri confini »?
- Un miopo economismo (A proposito di « Lotta continua »).
- L'atteggiamento del « movimento operaio » di fronte alle elezioni presidenziali in Francia.
- Rubriche varie.

Abbonamento annuale: 20 F.

\*\*

#### UNE NOUVELLE PUBLICATION

Se acaba de publicar el nº 3 de la serie « los textos del partido comunista internacional »:

#### PARTIDO Y CLASE

en el sumario:

- tesis sobre el papel del partido comunista - 1920
- partido y clase - 1921
- partido y acción de clase - 1921
- el principio democrático - 1922
- dictadura proletaria y partido de clase - 1951
- la inversión de la praxis - 1951
- partido revolucionario y acción económica - 1951.

El precio de este folleto de 158 pág. es de 8 F.

Encargos a « Le prolétaire ».

directeur - gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>  
distribué par les NMPP